



3 CHAPITRE

- 56 Les actifs financiers des résidents
- 58 Les passifs financiers des résidents
- 62 La masse monétaire et ses contreparties

L'ÉVOLUTION MONÉTAIRE EN 2009

L'Institut d'émission d'outre-mer analyse la situation financière dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique en examinant, par collectivité, les dépôts et les crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit, les Offices des postes et télécommunications et le Trésor public pour le compte des divers agents non financiers.

Cette approche enrichit, au niveau macro-économique, l'analyse générale de la conjoncture économique des collectivités.



LES ACTIFS FINANCIERS DES RÉSIDENTS

Au 31 décembre 2009, les actifs financiers collectés dans l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique atteignent près de 1 046 milliards de F CFP et sont constitués à plus de 80 % par de l'épargne gérée localement.

Au 31 décembre 2009, les actifs financiers collectés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique présentent un encours de 1 046 milliards de F CFP contre 991 milliards de F CFP en 2008, soit une progression de 5,5 % sous l'effet conjoint d'une croissance forte de l'épargne à long terme (+ 12,5 %), des comptes d'épargne à régime spécial (+ 46 %) et des dépôts à vue (+ 9 %) et d'un net recul des placements indexés sur les taux de marché¹ (- 17,5 %).

Constituée des dépôts à vue et des placements liquides ou à court terme (hors OPCVM monétaire, livrets A et bleus), l'épargne gérée localement est structurellement la principale composante des actifs financiers. Son poids progresse de 2 points sur l'année 2009 pour atteindre 83 %. Cette évolution est intervenue au détriment de l'épargne collectée localement mais gérée par des institutions extérieures (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, livret A) qui ne représente plus que 17 % des actifs financiers.

RÉPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2009

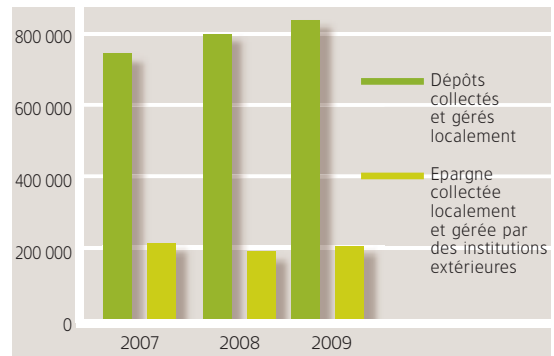
EN MILLIONS DE F CFP	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE
Dépôts à vue	214 179	159 031
Compte d'épargne à régime spécial	78 804	122 519
Dépôts à terme	144 604	108 024
Autres placements à court terme	19 051	14 698
Epargne à long terme	100 577	75 570
Total des actifs financiers	557 215	479 842

EN MILLIONS DE F CFP	WALLIS-ET-FUTUNA	TOTAL
Dépôts à vue	3 416	376 626
Compte d'épargne à régime spécial	611	201 934
Dépôts à terme	664	253 292
Autres placements à court terme	1 050	34 799
Epargne à long terme	3 178	179 325
Total des actifs financiers	8 919	1 045 976

¹ Constitués des dépôts à terme, des OPCVM monétaire, des bons de caisse et des titres de créances négociables.

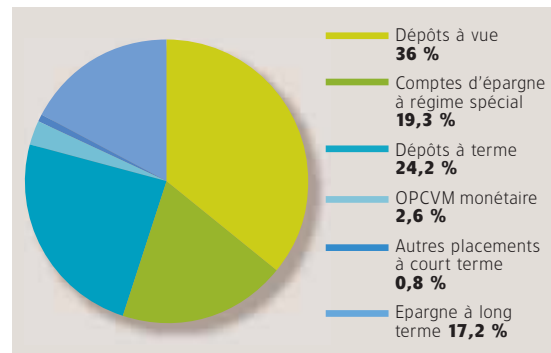
ÉVOLUTION DES ACTIFS FINANCIERS

(en millions de F CFP)



RÉPARTITION DES ACTIFS PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2009



LES DÉPÔTS À VUE

Principale composante des actifs financiers (36 % du total), les dépôts à vue dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique s'élevaient à 377 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, en hausse de 9 % en glissement annuel, soit un rythme nettement plus soutenu qu'en 2008 (3 %). Cette progression est particulièrement forte pour les dépôts à vue des entreprises (+ 19,5 %), témoignant d'un niveau de trésorerie en hausse, alors que ceux des ménages demeure relativement stable (+ 1,5 %). La collecte de dépôts à vue a enregistré les mêmes rythmes de croissance en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

LES PLACEMENTS LIQUIDES

ET À COURT TERME

Cette catégorie d'actif est composée des dépôts à terme, des comptes d'épargne à régime spécial et des OPCVM monétaires. Elle affiche un encours de 489 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, en progression de 0,5 % sur un an. Deuxième composante des actifs financiers et principal moteur de la croissance de l'épargne collectée dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique sur les dernières années, les dépôts à terme enregistrent sur l'année 2009 un recul de 17,5 %. Cette diminution est particulièrement notable en Polynésie française (- 36 %) et à Wallis-et-Futuna (- 38 %), alors qu'en Nouvelle-Calédonie l'encours progresse de 6 % du fait du placement de la trésorerie des entreprises. Cette évolution témoigne d'une modification des comportements d'épargne qui a conduit à privilégier les comptes d'épargne à régime spécial et en particulier les livrets ordinaires qui enregistrent une progression de près de 50 %. Cet arbitrage intervient dans un contexte de forte baisse des taux de rémunération sur les dépôts à terme. Par ailleurs, les encours des OPCVM monétaires continuent de diminuer (- 11 % en 2009 après - 21 % en 2008) en raison de la baisse des taux sur les marchés monétaires. L'encours des autres placements à court terme (bons de caisse et titres de créances négociables) est en recul de 8,5 % sur l'année 2009 pour s'établir à 8 milliards de F CFP. Au total, les placements liquides et à court terme représentent plus de 46 % des actifs financiers des résidents.

L'ÉPARGNE À LONG TERME

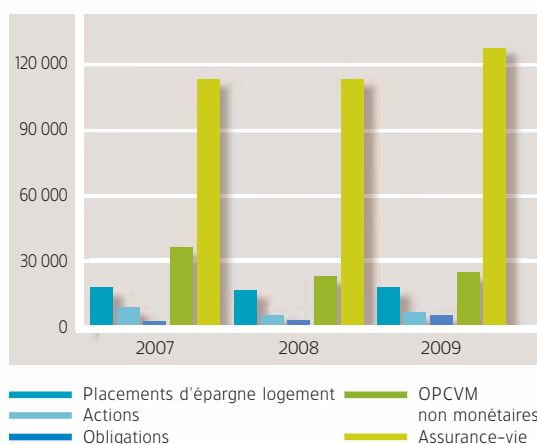
Les statistiques concernant l'épargne collectée et gérée par des institutions extérieures ne sont pas exhaustives. Les chiffres n'incluent pas, notamment, les données relatives aux contrats d'assurance-vie souscrits directement auprès des compagnies d'assurance.

Les placements à long terme s'élèvent à 181 milliards de F CFP au 31 décembre 2009 pour l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique et affichent une progression de 12,5 % sur l'année. En conséquence, leur poids se renforce de 1 point pour représenter désormais 17,3 % du total des actifs financiers (16,2 % en 2008).

Principale composante de ce type d'actifs, les produits d'assurance-vie (71 %) présentent un encours de 128 milliards de F CFP, en hausse de 11,5 % en 2009, retrouvant ainsi les niveaux de croissance observés avant 2008.

Les OPCVM non monétaires affichent un encours en hausse de 6 % en 2009 après une baisse de plus de 34 % observée en 2008. Cette progression est consécutive à la reprise des cours sur les marchés financiers sur l'année 2009 et à un regain d'intérêt des épargnants pour ce type de produit. Dans ce contexte, les placements en actions et en obligations, qui demeurent marginaux (6,2 % de l'épargne à long terme en 2009), enregistrent une forte progression, respectivement

RÉPARTITION PAR NATURE DE L'ÉPARGNE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE (millions de F CFP)



de + 50 % et + 88 %. Alors que les placements d'épargne-logement étaient en baisse sur les deux dernières années, leur encours augmente de 6,5 % en 2009 du fait de conditions de rémunération qui sont redevenues favorables.

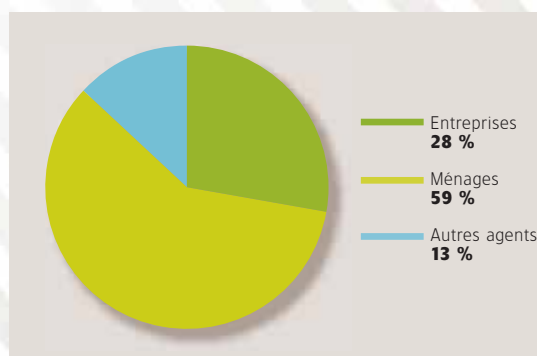
RÉPARTITION DES ACTIFS

PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Les actifs financiers des collectivités d'outre-mer du Pacifique sont détenus à hauteur de 59 % par les ménages, soit un encours de 621 milliards de F CFP au 31 décembre 2009. Cette part est en recul par rapport à 2008 au bénéfice des entreprises dont l'encours affiche une hausse de plus de 13 % et représente désormais 28 % des actifs financiers des collectivités d'outre-mer du Pacifique.

La prépondérance des ménages dans la détention des actifs financiers est plus marquée en Polynésie française (66 %) qu'en Nouvelle-Calédonie (54 %).

RÉPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ÉCONOMIQUES (au 31 décembre 2009)



LES PASSIFS FINANCIERS DES RÉSIDENTS¹

Au 31 décembre 2009, l'ensemble des concours bancaires consentis dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique atteint 1 360 milliards de F CFP, en hausse de 5 % sur un an. Près de 76 % des encours sont accordés par les établissements de crédit locaux.

ÉVOLUTION DES CONCOURS

BANCAIRES PAR NATURE

L'encours brut des crédits accordés par les établissements de crédit locaux a enregistré une hausse globale de 4 % en glissement annuel (contre 9 % en 2008), pour atteindre 1 036 milliards de F CFP au 31 décembre 2009 contre 998 milliards de F CFP un an plus tôt.

- Les crédits à l'habitat constituent la principale composante du portefeuille des établissements de crédit locaux avec un volume d'encours de 404 milliards de F CFP, soit 39 % du total. En 2009, les crédits à l'habitat ont augmenté de 7 %, contre + 11 % en 2008. La progression des encours est plus forte en Nouvelle-Calédonie (+ 9 %) qu'en Polynésie française (+ 4 %).
- Les crédits de trésorerie représentent 22 % des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux. Leur encours s'établit à 224 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, soit au même niveau qu'en fin d'année 2008.
- Les crédits d'investissement sont en hausse de 6,8 % sur l'exercice 2009 avec un encours de 210 milliards de F CFP. La progression est plus soutenue en Nouvelle-Calédonie (+ 8 %) qu'en Polynésie française (+ 3 %).
- L'encours des comptes ordinaires débiteurs est en hausse de 8 % et atteint 69 milliards de F CFP au 31 décembre 2009. Cette catégorie de concours représente moins de 7 % des crédits accordés par les établissements de crédit locaux.
- Les créances douteuses brutes augmentent de manière significative pour la deuxième année consécutive (+ 23,5 % en 2009 contre + 15 % en 2008), à un rythme plus élevé que celui des encours bruts. En conséquence, le taux de créances douteuses progresse de 0,8 point pour atteindre 5 % dans

les collectivités d'outre-mer du Pacifique. L'évolution du taux de créances douteuses est toutefois divergente selon les géographies. En Nouvelle-Calédonie, ce taux se stabilise à un niveau particulièrement bas de 2,6 %. En revanche, il progresse de près de 2 points en Polynésie française pour s'établir à 8 %, soit le niveau le plus élevé de ces cinq dernières années. A Wallis-et-Futuna, le taux de créances douteuses est également à la hausse, s'affichant à 12 % contre 10,6 % à fin 2008.

Le montant brut des concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédit hors zone d'émission (HZE) s'élève à 324 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, en progression de 11 % en glissement annuel. Ils représentent 24 % de l'ensemble des concours bancaires octroyés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Ce poids est en augmentation régulière sur les cinq dernières années.

- Les crédits à l'investissement représentent plus de la moitié des concours bancaires consentis par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (soit 54 %) et s'élèvent à 174 milliards de F CFP. Leur encours au 31 décembre 2009 est en hausse de 5 % par rapport à 2008, en particulier en Polynésie française où la hausse atteint 10 %. En Nouvelle-Calédonie, l'encours est resté stable en 2009.
- Les crédits à l'habitat représentent 40 % des concours bancaires hors de la zone d'émission dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique et incluent notamment les crédits accordés aux organismes de logements sociaux. Sur l'année 2009, cet encours a connu une progression de 23 % pour atteindre 131 milliards de F CFP. L'augmentation a été plus soutenue en Nouvelle-Calédonie (avec une hausse de 30,5 %) qu'en Polynésie française (+ 2 %).
- Les crédits de trésorerie ont progressé de 12 %, à 14,5 milliards de F CFP. Ils représentent moins de 5 % de l'encours hors zone.
- Les créances douteuses brutes des établissements de crédit extérieurs à la zone d'émission progressent de 2 % en 2009, passant de 1,9 à 2 milliards de F CFP. Elles ne représentent que 0,6 % de l'ensemble des concours hors zone.

¹ Les concours bancaires accordés par des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission ont fait l'objet d'un recensement plus exhaustif au cours de l'année 2009, ce qui explique certaines différences avec les chiffres publiés dans le rapport annuel 2008 de l'IEOM.

RÉPARTITION DES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2009

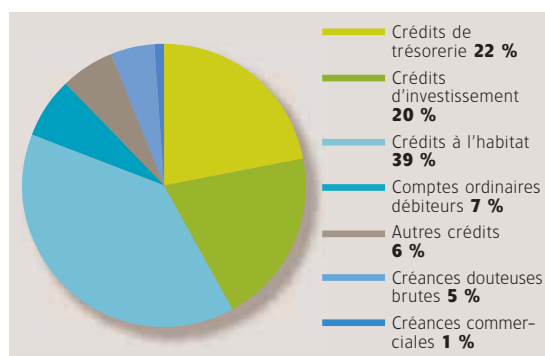
ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

EN MILLIONS DE F CFP	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	WALLIS-ET-FUTUNA	TOTAL
Créances commerciales	4 047	3 780	-	7 827
Crédits de trésorerie	88 769	133 873	938	223 580
Crédits d'investissement	148 298	60 877	1 064	210 239
Crédits à l'habitat	250 400	153 487	53	403 940
Comptes ordinaires débiteurs	31 459	37 242	158	68 859
Autres crédits	31 379	35 737	23	67 139
Créances douteuses brutes	14 740	39 081	300	54 121
dont provisions	10 390	21 537	95	32 022
Clientèle non financière	569 092	464 077	2 536	1 035 705
Part en pourcentage	54,9	44,8	0,2	100,0

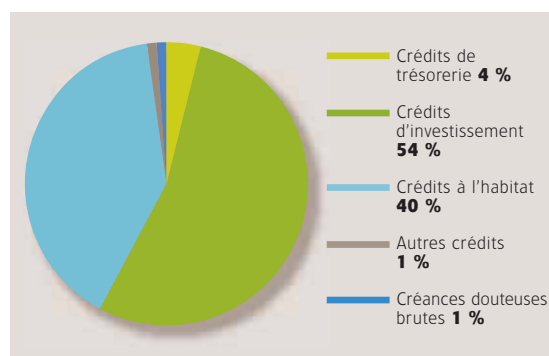
ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

EN MILLIONS DE F CFP	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	WALLIS-ET-FUTUNA	TOTAL
Créances commerciales	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	9 251	5 250	-	14 501
Crédits d'investissement	88 606	85 422	349	174 377
Crédits à l'habitat	102 498	28 000	468	130 967
Comptes ordinaires débiteurs	-	385	-	385
Autres crédits	1 291	790	110	2 191
Créances douteuses brutes	679	848	453	1 980
dont provisions	-	110	-	110
Clientèle non financière	202 325	120 695	1 380	324 401
Part en pourcentage	62,4	37,2	0,8	100,0

RÉPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES LOCAUX PAR NATURE au 31 décembre 2009



RÉPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES HZE PAR NATURE au 31 décembre 2009



ÉVOLUTION DES CONCOURS BANCAIRES PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Près de la moitié des crédits sont consentis aux ménages, essentiellement sous la forme de crédits à l'habitat.

Au 31 décembre 2009, les ménages demeurent les premiers bénéficiaires des prêts accordés par **les établissements de crédit locaux**, avec une part de 51 %, stable par rapport au 31 décembre 2008. Leur encours s'établit à 503 milliards de F CFP et progresse de 4,5 %. Celui des entreprises représente 45 % des concours accordés et totalise 438 milliards de F CFP, soit une hausse de 1,5 % par rapport à 2008.

- L'encours des crédits octroyés aux entreprises continue de progresser (+ 1,5 % sur l'exercice 2009) mais à un rythme nettement ralenti par rapport aux années précédentes. La croissance est restée soutenue pour les crédits immobiliers² (+ 9 %) et les crédits d'investissement (+ 4 %). Ces derniers constituent près de la moitié des crédits accordés aux entreprises. Les crédits de trésorerie (86 milliards de F CFP) affichent un encours stable par rapport à 2008 contre une hausse de 11 % l'an passé. En revanche, les comptes ordinaires débiteurs sont en retrait de 8 % à 61,1 milliards de F CFP.

- Les crédits aux ménages sont constitués à hauteur de 68 % de crédits à l'habitat suivis par les crédits de trésorerie (27 %). L'encours des crédits aux ménages progresse de 4,5 % sur l'année 2009, en raison d'une croissance de plus de 7 % des crédits à l'habitat. Les crédits à la consommation voient leurs encours diminuer de 0,5 %, en particulier en Polynésie française (- 2 %).

- Constituant moins de 2 % des concours bancaires des établissements de crédit locaux, les crédits aux collectivités locales représentent un encours de 15 milliards de F CFP et enregistrent une progression de 26 % sur l'année 2009, en raison d'une forte hausse des crédits d'investissement en Polynésie française.

Au 31 décembre 2009, les principaux bénéficiaires des crédits octroyés par **les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission** sont les entreprises et les collectivités locales, avec une part respective de 37 % et 33 %.

- Les crédits aux entreprises sont en hausse de 18 % au 31 décembre 2009 et sont constitués principalement de crédits d'investissement (60 %) et de prêts à l'habitat social (40 %). Ces derniers sont uniquement localisés en Nouvelle-Calédonie.

- Les prêts aux collectivités locales progressent de 8 % sur l'année 2009 et affichent un encours de 106 milliards de F CFP. Ils concernent principalement des crédits accordés en Polynésie française (71 %). Ces derniers progressent de 14 % en 2009 avec le financement d'opérations d'investissement prévues par le plan de relance mis en œuvre par le Territoire.

- L'encours des crédits aux ménages enregistre une croissance de plus de 7 % et s'établit à 95,2 milliards de F CFP. Il est constitué à 85 % par les crédits à l'habitat, le solde correspondant pour l'essentiel à des crédits à la consommation.

Nouvelle-Calédonie • Baie de Luengoni • © Destination Iles Loyauté



² Il s'agit essentiellement du financement des SCI en défiscalisation, de l'habitat social et des promotions immobilières.

RÉPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES COURANTS PAR AGENT ÉCONOMIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2009

ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

CONCOURS NETS EN MILLIONS DE F CFP	ENTREPRISES	MÉNAGES	COLLECTIVITÉS LOCALES	AUTRES AGENTS	TOTAL
Créances commerciales	7 827	-	-	-	7 827
Crédits de trésorerie	86 074	133 429	4 077	-	223 580
Crédits d'investissement	199 978	-	10 261	-	210 239
Crédits à l'habitat	63 097	340 435	408	-	403 940
Comptes ordinaires débiteurs	61 145	7 595	118	-	68 858
Autres crédits	19 949	21 931	276	24 983	67 139
Encours sains	438 070	503 390	15 140	24 983	981 583
Créances douteuses brutes*	-	-	-	-	54 122
dont provisions*	-	-	-	-	32 022
Clientèle non financière	438 070	503 390	15 140	24 983	1 035 705

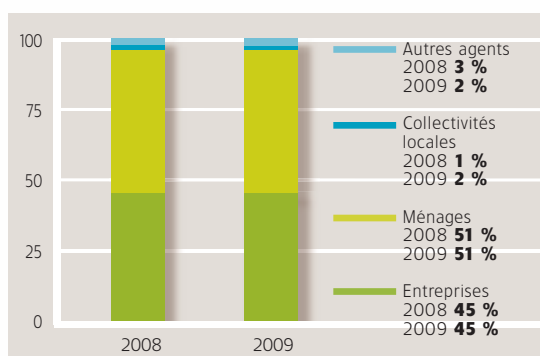
*Informations non disponibles par agent économique.

ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

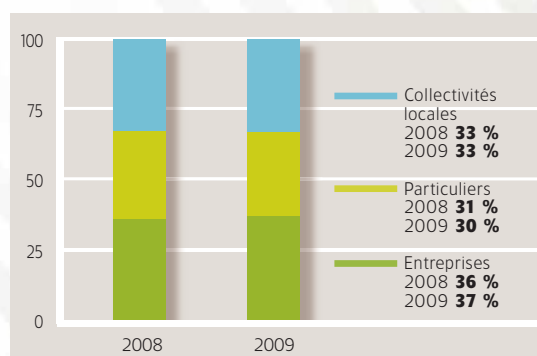
CONCOURS NETS EN MILLIONS DE F CFP	ENTREPRISES	MÉNAGES	COLLECTIVITÉS LOCALES	AUTRES AGENTS	TOTAL
Créances commerciales	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	49	14 452	-	-	14 501
Crédits d'investissement	70 997	-	103 379	-	174 377
Crédits à l'habitat	48 447	80 772	1 748	-	130 967
Comptes ordinaires débiteurs	385	-	-	-	385
Autres crédits	745	4	739	703	2 191
Encours sains	120 623	95 228	105 866	703	322 421
Créances douteuses brutes*	-	-	-	-	1 980
dont provisions*	-	-	-	-	433
Clientèle non financière	120 623	95 228	105 866	703	324 401

*Informations non disponibles par agent économique.

RÉPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES LOCAUX PAR AGENT ÉCONOMIQUE au 31 décembre



RÉPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES HZE PAR AGENT ÉCONOMIQUE au 31 décembre



LA MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

La croissance des comptes sur livret et des dépôts à vue soutient la progression de 5 % de la masse monétaire en 2009.

Dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique, le système bancaire reste globalement "emprunteur".

LES COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Au 31 décembre 2009, la masse monétaire (M3) de l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'établit à près de 869 milliards de F CFP. Elle a enregistré une hausse de 4,7 % en glissement annuel, soit un rythme plus modéré que les années précédentes (+ 7,7 % en 2008 et + 9,8 % en 2007). La principale caractéristique de l'année 2009 aura été le renforcement des composantes les plus liquides (dépôts à vue, comptes sur livrets) dans la structure de la masse monétaire, cette tendance étant plus marquée en Polynésie française qu'en Nouvelle-Calédonie. En effet, la progression de

M3 résulte de la croissance des comptes sur livrets (+ 46 %) et des dépôts à vue (+ 9 %) alors qu'auparavant elle était soutenue par les dépôts à terme qui affichent en 2009 un net recul (- 17,5 %).

La masse monétaire (M3) de la Nouvelle-Calédonie représente plus de 53 % de celle de l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique et enregistre une progression de près de 10 % sur 2009. A l'inverse, la masse monétaire (M3) de la Polynésie française (46 % du total des COM du Pacifique) affiche un recul exceptionnel de 0,5 %, résultat d'une forte baisse des dépôts à terme (- 36 %).

Principale composante de l'agrégat P1, les plans d'épargne logement enregistrent une progression sensible de leur encours sur l'année 2009 (+ 6,5 %) après deux années de baisse consécutives. Cette évolution est particulièrement notable en Polynésie française (+ 10 %) ; elle résulte de conditions de rémunération plus attractives.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE DANS L'ENSEMBLE DES COM

MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE EN MILLIONS DE F CFP

	2007	2008	2009	2008/2007 EN %	2009/2008 EN %
M1					
Circulation fiduciaire	28 568	29 435	30 298	3,0	2,9
Billets	25 286	26 012	26 734	2,9	2,8
Pièces	3 282	3 423	3 564	4,3	4,1
Dépôts à vue	334 144	344 859	376 625	3,2	9,2
Total M1	362 712	374 294	406 923	3,2	8,7
M2 - M1	136 671	137 229	200 476	0,4	46,1
Comptes sur livret	135 719	136 330	199 557	0,5	46,4
Comptes d'épargne logement	952	899	919	- 5,6	2,2
Total M2	499 383	511 523	607 399	2,4	18,7
M3 - M2	271 084	318 509	261 301	17,5	- 18,0
Dépôts à terme	259 890	307 005	253 293	18,1	- 17,5
Bons	8 705	10 118	6 377	16,2	- 37,0
Certificats de dépôt	2 489	1 386	1 631	- 44,3	17,7
Total M3	770 467	830 032	868 700	7,7	4,7
P1	16 991	15 695	16 745	- 7,6	6,7
dont Plans d'épargne logement	16 941	15 639	16 684	- 7,7	6,7

LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Les crédits à l'économie constituent la principale contrepartie de la masse monétaire avec une part qui s'établit à 68 % au 31 décembre 2009.

A fin décembre 2009, la position extérieure nette du système bancaire des collectivités d'outre-mer du Pacifique affiche une position globalement "emprunteuse" de 87,9 milliards de F CFP, en légère dégradation de 1,2 milliard de F CFP.

Cette évolution masque toutefois une nette amélioration en Nouvelle-Calédonie, dont la situation "emprunteuse" diminue de 8,4 milliards de F CFP à fin 2009 et retrouve son niveau

de 2007, soit 72 milliards de F CFP. La hausse de l'épargne collectée par les banques (+ 38 milliards de F CFP) a été supérieure à la croissance des concours bancaires (+ 32 milliards de F CFP), ce qui a permis de réduire le besoin de financement extérieur.

En revanche, en Polynésie française, la position extérieure nette est "emprunteuse" pour la deuxième année consécutive. Elle s'élève à 19,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2009 et se dégrade de près de 10 milliards de F CFP sur un an. La diminution de l'épargne collectée (- 1,5 milliard de F CFP) a contraint les établissements de crédit polynésiens à se tourner vers l'extérieur pour financer la hausse des concours bancaires (+ 6 milliards de F CFP).

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE DANS L'ENSEMBLE DES COM

MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE EN MILLIONS DE F CFP

	2007	2008	2009	2008/2007 EN %	2009/2008 EN %
Avoirs hors zone d'émission	225 599	237 611	250 157	5,3	5,3
Institut d'émission	61 028	56 656	74 663	- 7,2	31,8
Etablissements de crédit locaux	164 571	180 955	175 494	10,0	- 3,0
Créances du Trésor Public	20 938	23 716	24 417	13,3	3,0
Concours sur ressources monétaires (1-2)	523 930	568 705	594 126	8,5	4,5
1- Concours de caractère bancaire des EC locaux	913 172	997 064	1 034 777	9,2	3,8
2- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	389 242	428 359	440 651	10,0	2,9
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	77 203	83 192	88 903	7,8	6,9
Provisions sur créances douteuses	24 823	26 481	32 022	6,7	20,9
Engagements hors zone d'émission	226 780	267 664	263 381	18,0	- 1,6
Epargne contractuelle	16 991	15 697	16 745	- 7,6	6,7
Divers	43 445	35 325	39 601	- 18,7	12,1
Total M3	770 467	830 032	868 700	7,7	4,7

POSITION EXTÉRIEURE NETTE DES SYSTÈMES BANCAIRES LOCAUX À FIN DÉCEMBRE (EN MILLIONS DE F CFP)

	POSITION EXTÉRIEURE NETTE DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL	
	2008	2009
Nouvelle-Calédonie	- 80 423	- 72 016
Polynésie française	- 9 217	- 19 131
Wallis-et-Futuna	2 931	3 260
Ensemble	-86 709	- 87 887

La position extérieure nette des systèmes bancaires locaux (hors Institut d'émission) résulte de la différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux.